

GRANDS RÉSEAUX DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1^{re} Division

AFFAIRES GÉNÉRALES

D^{er} N^o 6.144 ; Aff. :

N^o 6.144 RAB

Allocations familiales
enfant adulte

Région S. O

(Service Exploitation)
4^e arrondissement
comptabilité

OBJET DE LA CONSULTATION

Examen de la demande de l'A.F. de l'exploitant aux écritures LABROSSE
présentant au bénéfice de l'A.F. au titre de l'enfant Claude issue
de sa relation avec Mlle Gaillard et qu'il a reconnue.

Références :

Observations :

23 Juin 39 42

SJ

6.144 Rab.

VR - Cb - 585

Monsieur le Chef du Service de l'Exploitation
Région du SUD-OUEST - 4^{ème} Arrondissement
Comptabilité

Comme suite à votre lettre du 11 juin courant, j'ai l'honneur de vous faire connaître que si à l'époque de la conception de l'enfant Claude, LABROSSE était encore engagé dans les liens du mariage avec Melle BOURDELLIER, la reconnaissance de l'enfant issu de ses relations avec Melle PAILLEUX est entachée de nullité en vertu des dispositions de l'article 335 du Code Civil, qui prohibe les reconnaissances au profit des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin.

Ce n'est qu'au moment de la célébration du mariage de leurs père et mère ou postérieurement que les enfants adultérins peuvent être exceptionnellement reconnus en vue de leur légitimation dans les cas et conditions prévus à l'article 331 Code Civil. Or, les dispositions de cet article ne sont pas applicables, en l'espèce, puisque LABROSSE vit actuellement en concubinage avec la mère de l'enfant.

En conséquence, aucune allocation familiale n'est due à l'agent LABROSSE au titre de l'enfant Claude, conformément aux dispositions de l'article 181 du fascicule II (Rémunération du Personnel).

Le bulletin de naissance de la Mairie d'Arnac-Pompadour n'était pas joint à votre lettre.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : de CAQUERAY

J. J. G. 144 Rab

M. G. chef du service de l'Exploitation
de la Région du sud-ouest
4^e arrondissement
comptabilité

RR: C. G. 585

1916

Comme suite à votre lettre du 11 février
venant, j'ai l'honneur de vous faire connaître
que ni à l'égard de la conception de l'enfant
clandestin, Labrousse était encore engagé dans les
deux du mariage au 4^e arrondissement, le reconnaissance
de l'enfant issu de son union avec M^{lle} Gailloux
est entaché de nullité en vertu des dispositions de
l'article 335 du Code Civil, qui prohibe ~~toute~~ la
reconnaissance au profit d'un enfant né d'un
commerce incestueux ou adultérin. +

En conséquence aucun allouement familial
n'est due à l'agent Labrousse à titre de l'enfant
clandestin, conformément aux dispositions de l'article
181 du journal J (Reconnaissance des
Ressort). +

Le bulletin de naissance de ce dernier
d'Alger - Compagnon n'était pas joint
à votre lettre.

Le chef du Contentieux

W. P. P. P.
1916 11 1

+
Ce n'est qu'au
moment de la célébration
du mariage de deux
personnes et mère ou possesseur
des enfants adultérins
peuvent être reconnus
en vue de leur légitimité
par les
tribunaux à l'art
338 C. Civ. Or les dispositions
de cet article ne sont pas applicables
en l'absence de mariage
adultère ou concubinage avec
la mère de l'enfant.

OJ.

LIMOGES, le 11 Juin 1942

S.N.C.F.

Région du Sud-Ouest

EXPLOITATION

4ème Arrondissement

COMPTABILITE

Cb 585



Monsieur le Chef du
Contentieux
à PARIS

Je vous soumet, pour examen, la situation du facteur aux écritures LABROSSE de la gare de Pompadour, qui demande à bénéficier des allocations familiales au titre de Claude Marcelle, Thérèse LABROSSE née le 19 Septembre 1940, enfant reconnue en vue de sa légitimation (Bulletin ci-joint de la Mairie d'Arnac-Pompadour).

LABROSSE s'est marié le 18/11/1933 avec Melle BOURDELLIER Andrée. De ce mariage est née le 20 Avril 1938 une fille, Nicole.

Depuis sa démobilisation l'intéressé vit maritalement avec Melle PAILLEUX, 21 ans, habitant antérieurement à Carrières s/Seine (Seine et Oise) mère d'un enfant né le 19 Septembre 1940.

C'est ce dernier que LABROSSE a reconnu et pour lequel il demande à toucher les allocations familiales.

Nous pensons que la Mairie d'Arnac-Pompadour a transgressé la loi et que cette reconnaissance d'enfant adultérin est illégale.

Je vous serai reconnaissant de me donner votre avis à ce sujet car dans ce cas une fin de non recevoir doit être opposée à la demande.

L'INSPECTEUR PRINCIPAL
Chef d'Arrondissement de l'Exploitation,

Handwritten signature

Handwritten notes in the left margin:
"finalement" (vertical)
"Rabau" (vertical)